BnF Gallica

Le nouveau pacte de famine : le syndicat et son chef, pas de doctrine, un complot politique, un crime social, socialisme [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

Gohier, Urbain (1862-1951). Auteur du texte. Le nouveau pacte de famine : le syndicat et son chef, pas de doctrine, un complot politique, un crime social, socialisme capitaliste,... / par Urbain Gohier. 1897.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

Lf7
1147
(8)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Des Idées

N° 8

Le Nouveau

Pacte de Famine

Le syndicat et son chef.
Pas de doctrine : Un complot politique, un crime social.
Socialisme capitaliste.
L'agriculture dupée. Les amitiés trahies. L'isolement. La ruine.
Solidarité des peuples.
La vraie richesse de la France.

PAR

Urbain GOHIER

PRIX : 1 F. 25

PARIS
SAMUEL, ÉDITEUR
5, Rue de Savoie, 5
—
1897

L57
1147
(3)

LE NOUVEAU PACTE DE FAMINE

LB57
11417 (8)

Des Idées

N° 8

Le Nouveau Pacte de Famine

Le syndicat et son chef.
Pas de doctrine : Un complot politique, un crime social.
Socialisme capitaliste.
L'agriculture dupée. Les amitiés trahies. L'isolement. La ruine.
Solidarité des peuples.
La vraie richesse de la France.

PAR

Urbain GOHIER

PARIS
CHAMUEL, ÉDITEUR
5, Rue de Savoie, 5

1897

LE NOUVEAU

PACTE DE FAMINE

I

Le Syndicat et son chef.
Les Anglais mangent, les Français jeûnent;
conséquences. Le Complot.

L'Angleterre ne produit pas une once de sucre; mais elle est échangiste : les Anglais paient le sucre cinq sous le kilo.

La France produit sept à huit cent mille tonnes de sucre, près du double de sa consommation; mais elle est protectionniste : les Français paient le sucre vingt-deux sous le kilo.

Et c'est bien le même sucre; on le raffine à Paris pour nos voisins comme pour nous; au quai du Louvre, nous le voyons embarquer sur les bateaux de Londres. Ici, pour nous, vingt-deux sous; là-bas, pour eux, cinq sous.

La différence n'était pas assez forte : le Parlement a voté récemment une loi qui donne dix-huit millions d'argent français aux raffineurs, afin qu'ils vendent notre sucre un peu plus cher en France, un peu moins cher en Angleterre.

Pour avoir du lait, les Anglais ont leurs vaches ; pour le sucrer, ils ont les Français.

Chaque matin, tous les chiens du Royaume-Uni remercient pieusement le Dieu britannique d'avoir créé cet animal officieux : le Français, — pour assurer leur confortable. — Car l'existence est plus confortable aux chiens de l'Angleterre échangiste qu'aux ouvriers de la France protectionniste.

Si le sol de la France ne renfermait pas un morceau de charbon, l'industrie française en tirerait d'Angleterre autant qu'elle voudrait à 10 francs, 9 francs, 8 francs la tonne.

Par malheur, le sol de la France renferme un certain nombre de mines dont le rendement ne suffit qu'aux deux tiers de la consommation nationale. Pour assurer de gros bénéfices aux actionnaires de ces mines, le protectionnisme oblige l'industrie française à payer la houille au moins 12 francs la tonne. Rien que par cet

impôt arbitraire de quatre-vingts à cent millions, dans la guerre économique où le charbon sert de munitions, l'industrie française est mise hors de combat.

Voilà la beauté du système.

Affamer le peuple directement par le renchérissement des subsistances ; et l'affamer encore indirectement par le chômage : c'était le plan protectionniste.

Il est exécuté.

Au commencement, l'Homme avait reçu la Terre pour empire. Tous les hommes avaient droit à tous les fruits de toute la terre.

Les fauteurs du Protectionnisme ont décidé que la terre appartiendrait à quelques individus seulement, — que l'exploitation de tous les biens serait le monopole de ces usurpateurs, — et qu'ils fonderaient leur pouvoir, leur opulence, leurs jouissances, sur la misère de l'humanité.

Dans divers pays, ils se sont concertés ; ils se sont livré par contrats la multitude crédule et bornée ; en lui parlant de protection, ils l'ont asservie à leur cupidité.

Après des milliers d'années de labeur, par une prodigieuse accumulation d'efforts, les

hommes s'étaient rendus maitres de leur domaine ; ils avaient exploré la terre, l'avaient conquise sur la nature, défrichée, peuplée. Des générations et des générations avaient souffert de la disette à côté de richesses insoupçonnées ou crues inaccessibles ; des peuples avaient enduré la faim, quand l'abondance régnait autour d'eux ; l'incurie ou le préjugé des gouvernants, plus encore que l'insuffisance des communications, avait prolongé la détresse humaine.

Enfin, le temps de la sécurité paraissait venu. Maintenant, la terre est à nous. Des contrées immenses, toutes neuves, étendent à l'infini notre patrimoine ; la science a détruit les obstacles d'accès, facilité les besognes d'exploitation, supprimé les distances... Nous sommes sauvés ! Si nous habitons un pays pauvre, accablé par les charges d'un trop long passé, dévasté par les fléaux de la nature et de la politique, épuisé de tout, qu'importe ? Vingt contrées fécondes nous offrent en concurrence, à des prix dérisoires, le nécessaire et le superflu...

Eh bien, non. Le syndicat protectionniste veille ; il organise, il maintient, il aggrave la famine. Il déjoue nos espoirs « utopiques » et

les raille. Il nous crie : « Insensés, qui croyez « que le droit de manger est vraiment un droit, « vous avez compté sans nous, les grands « propriétaires ! Comprenez-vous bien ce ter- « rible mot : *propriétaires?* Nous, grands « propriétaires du sol, grands propriétaires « de l'usine, qu'est-ce que nous deviendrions, « si nous vous laissions jouir librement des « biens de la terre? Nous avons toujours « vendu, nous entendons vendre toujours, au « taux qu'aura fixé notre avarice, les produits « de la culture et de l'industrie. Comme nous « ne voulons pas diminuer nos profits pour « engraisser nos champs ou remplacer nos « machines, nous continuerons de produire « mal à grands frais ; et pour que vous soyez « contraints d'acheter très cher nos mauvaises « denrées, nous allons élever autour de vous « d'infranchissables murailles.

« L'homme du Moyen Age manquait des « choses les plus utiles ; mais elles n'existaient « pas encore, ou n'existaient pas à sa portée ; « à peine souffrait-il d'en être privé. Vous, « plus misérables, vous saurez que tout ce qui « vous fait défaut s'entasse inutilement à votre « porte, que l'Italie et l'Espagne regorgent de « vins, l'Amérique de blé, de bœufs, de porcs,

« l'Australie de moutons, toute la terre de « toutes sortes de fruits qui se perdent, — et « vous n'y toucherez point !

« Nous avons retrouvé pour vous le supplice « de Tantale.

« Nous tolérons bien l'égalité politique, « parce qu'elle est une mystification. Nous ne « tolérerons point que la misère disparaisse : « car ce serait alors le règne véritable de la « liberté — qui nous épouvante.

« Si tous les hommes pouvaient manger à « leur faim, boire à leur soif, vivre chauds « et confortables, que deviendrait l'Echelle « sociale ? »

Ils ont sauvé l'Échelle sociale, et consolidé la base de l'Ordre de choses : la classification des hommes en repus et en affamés.

Ils ont exhaussé les barrières extérieures, et rétabli, multiplié les barrières intérieures. Ils ont institué les tarifs de Douane pour interdire l'accès du pays aux produits de l'étranger, et les tarifs d'Octroi pour fermer les villes aux produits de la campagne. Ils ont remonté le cours des siècles jusqu'aux temps les plus féroces.

Sous Colbert, il n'y avait qu'un nombre restreint de barrières intérieures ; tout le peuple

en souffrait; Turgot les abolit. Maintenant, il existe autant d'octrois que les pillards féodaux du Moyen Age avaient dressé d'embuscades sur les routes.

Tandis que le travailleur des villes ne peut se procurer les objets de première nécessité, le travailleur des champs se lamente auprès de sa récolte sans marché; dans sa colère ignorante, il accuse la concurrence exotique; il ne comprend pas que l'Octroi le ruine, comme la Douane a ruiné l'industrie et le commerce; il exige que la Douane soit accrue. Et les malfaiteurs qui l'abusent feignent d'obéir à ses ordres en complétant leur œuvre de mort.

Partout des taxes.

D'abord, bien entendu, sur le blé. Comme on prive de charbon la machine industrielle, il faut priver de pain la machine humaine. Les deux mesures se tiennent. Il serait inutile de renchérir le pain, si l'ouvrier gardait la chance de gagner de gros salaires; il serait inutile de provoquer le chômage, si l'ouvrier pouvait manger à très bon compte. L'arrêt du travail et la prohibition du blé doivent coïncider pour produire leur plein effet de famine.

Puis, des taxes sur tout le reste. Non seu-

lement sur les denrées que produit le sol national et qui prêtent au sophisme de la « protection », mais encore sur les denrées qui n'ont point leurs similaires en France. C'est là que parait au grand jour le dessein de créer de la misère.

Le café, le thé, le cacao, les épices, furent autrefois des aliments de luxe, réservés à la table des riches. La culture des terres nouvelles et le développement de la navigation les avaient « démocratisés »; un long usage populaire en a fait désormais des aliments indispensables. Alors les anciens privilégiés s'indignent : le chocolat et le café ne flattent plus leur palais, s'il est permis aux pauvres gens d'y goûter. Des taxes! des taxes énormes, pour arrêter ce scandale!

Ce n'est pas les cultivateurs de France qui réclament la prohibition du thé, du café, du cacao. La prohibition du thé, du café, du cacao exotiques n'en fera point pousser en Bourgogne plus qu'en Normandie. La prohibition du thé ne profite pas même au vin : car l'octroi nous prive de vin, dans les villes, comme la douane nous prive de thé. Non : c'est pour développer la souffrance des uns, nécessaire à la jouissance et à la domination des autres.

Les droits sur les denrées coloniales, que le sol métropolitain ne produit ni ne peut produire, sont quatre fois plus forts en France qu'en Allemagne, six fois plus forts qu'en Angleterre, douze fois plus forts qu'en Belgique, cinquante et quatre-vingts fois plus forts qu'en Suisse.

Le pétrole est, par excellence, un des biens précieux que la nature offre à l'homme; il jaillit du sol; il ne faut que le recueillir et l'épurer : il apporte la lumière, la chaleur, la force motrice. Il est un élément de bien-être, un instrument de travail incomparable dans tous les pays qui nous entourent. Les Suisses, les Belges, en font librement une immense consommation.

Mais, pour l'ouvrier français, point de pétrole, point de lumière, point de chaleur à bon marché : car il pourrait prendre goût à son foyer; il ne sentirait plus sa condition servile! point de force motrice : car il échapperait à l'usine!

Et tel est l'aveuglement de ce peuple, qu'il croit à la « protection » des tarifs, — qu'il se sent « protégé », quand on lui rend inaccessible un élément de bien-être, un instrument de travail, un moyen d'affranchissement comme le pétrole.

Le châtiment d'une si stupide ignorance ou d'une si lâche résignation, c'est d'abord la déchéance physique et morale des individus; c'est ensuite la décadence de la nation dans le monde.

Derrière le Président de l'Assemblée corrompue où se concluent les pactes de misère, un homme observe et réfléchit; dans son livre de *Politique et Gouvernement*, il écrit :

La prospérité d'un peuple se mesure à la manière dont il peut se nourrir. Partout où la vie matérielle est à bon marché, on rencontre une grande expansion de force et de travail. Comme la richesse publique dépend de l'activité individuelle, l'État regagne d'une main ce qu'il perd de l'autre lorsqu'il sacrifie les taxes qui frappent le droit de boire et de manger.

Cette vérité, de simple bon sens, contient tout le secret de la puissance anglaise et de l'inertie française.

On enseigne au peuple français, dans une pensée dont les atroces conséquences éclateront peut-être bientôt, la haine du peuple anglais. On enflamme chez nous une basse envie contre nos voisins d'Outre-Manche. Nous exécrons l'Angleterre pour chaque succès

qu'elle obtient, et que nous ne sommes point en état d'égaler. Nous lui en voulons de sa force et nous lui en voulons de notre faiblesse.

Or, pourquoi chez les Anglais tant d'énergie et d'audace? Pourquoi chez nous cette pusillanimité, cet affaissement, cette anémie?

Parce que les Anglais sont bien nourris, — au lieu que les Français, en proie à la sangsue protectionniste, ont le ventre vide et de l'eau claire dans les veines.

L'Anglais, crevant de pléthore, se jette dans l'action pour esquiver l'apoplexie.

Le Français, crevant de faim, n'ose bouger, sous peine d'une dangereuse syncope.

Les gouvernants anglais, qui sont des patriotes, cherchent et réussissent à faire des citoyens hardis et forts, pour la grandeur du pays.

Les gouvernants français, qui sont des exploiteurs, cherchent et réussissent à faire des administrés, des sujets, des ilotes efflanqués, incapables d'initiative.

L'Angleterre échangiste voit à son service le monde entier. Elle tire aussi facilement des vins du Cap, des moutons de l'Australie, des fruits de la Tasmanie et de la Nouvelle-

Zélande, que des légumes de la Bretagne, du beurre et des œufs de la Normandie. Toute la terre travaille et produit pour l'Anglais qui, bien gavé, chaudement vêtu, regarde en pitié nos paysans terreux, raccornis dans leurs chaumières.

Dans nos campagnes, un morceau de sucre est un objet de luxe, et le laboureur contemple avec l'ébahissement d'un sauvage les produits des tropiques. A l'Anglais, tout est familier ; les délicatesses réservées naguère aux tables des grands relèvent son repas ; les continents et les iles du globe sont ses champs, ses potagers, ses vergers. En même temps qu'il se fait des muscles solides, il exalte son âme dans un sentiment de domination universelle. Il lui semble que la terre est à lui ; et parce qu'il le croit, il tend à le réaliser.

Cependant le Français rétrécit à la fois sa ceinture, son horizon, ses ambitions. Il borne sa vie comme son appétit ; se passant de tout, il se désintéresse de tout. Il cède la place.

Quand un système est complet, mûr, près d'éclore, il s'incarne ordinairement dans un individu.

Le protectionnisme s'est incarné dans Jules Méline.

Regardez cet homme : chétif, étriqué, décharné, dans son vêtement noir d'huissier rural, il donne d'abord l'impression d'un corbeau dont le foie serait malade. Il a le teint cadavéreux, et pas plus de ventre que le spectre de la Faim : *pro ventre locus.*

Mais ce n'est pas un grotesque. Etudiez cette physionomie : ce long nez pointu, ces pommettes saillantes, vous les avez déjà vus dans l'histoire ; mettez sur cette tête un feutre à longue plume rouge : et vous avez le duc d'Albe, le bourreau des Pays-Bas, ou Tilly, le bourreau de Magdebourg. Le costume et les armes ont changé ; la besogne, non.

Ce n'est pas un grotesque. A la tribune, il bafouille lamentablement ; ses gestes sont ridicules, ses raisonnements puérils, ses arguments piteux. Mais son crâne étroit annonce la force de la stupidité résolue, tranquille, implacable. Ce petit être sinistre et chafouin a été créé spécialement pour une œuvre. Il l'accomplit. Les protectionnistes ont tout de suite reconnu leur homme !

Orateur honteux, ministre cocasse, politique imbécile, failli membre de la Commune, Pré-

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
LC2

sident de la Chambre acariâtre et partial, Président du Conseil inepte et fourbe, ils le soutiennent tous, de droite, de gauche ou du centre, avec une fidélité que rien n'ébranle; car elle n'est fondée ni sur le sentiment ni sur la raison, mais sur l'intérêt. Jules Méline est la clé de voûte du Système, ou plutôt, il est le Système.

Dans le Conseil d'Administration de la Compagnie de Famine, les autres ne sont qu'administrateurs, commanditaires, actionnaires; ils touchent les bénéfices. Il est, lui, le Directeur technique, l'indispensable; il mène tout On ne le remplacerait pas.

Il fallait trouver, — ce n'était pas facile en un temps où la barbarie recule, — une cervelle préhistorique, affolée par la terreur et par la haine de tous les progrès accomplis depuis trois cents ans. Il fallait découvrir un individu qui regardât les chemins de fer, la grande navigation, la vapeur, le télégraphe, comme des inventions funestes; un individu qui prît la Muraille de Chine pour le symbole de sa politique économique; un individu qui eût l'ambition de tuer dans son pays la marine et l'industrie, de rompre les alliances séculaires et les amitiés de la nation, de ruiner tous les éléments d'influence extérieure et de richesse,

d'entraver l'alimentation publique et d'organiser le chômage, d'interdire les importations nécessaires et de supprimer les exportations fructueuses ; un individu qui eût l'audace d'écrire ces mots : « *Il y a trop de bien-être !* »

Aucun des membres du Syndicat, fût-ce pour des millions, n'aurait pu soutenir un tel rôle. La cupidité la plus excitée ne supplée pas la conviction. Le fanatisme seul conçoit, aborde, poursuit, achève sans fléchir d'horribles tâches.

Les amis de Jules Méline déclarent qu'il est honnête homme. Les bonapartistes l'attestent aussi de Napoléon qui, dans l'espace de quinze ans, fit égorger 1.750.000 Français.

Le procédé Méline, d'ailleurs, l'emporte infiniment sur le procédé Napoléon ; il ne détruit pas seulement les hommes adultes, mais aussi les femmes et les enfants ; il restreint au minimum le nombre des naissances ; il tue, pour ainsi dire, les générations dans l'œuf ; il n'exclut pas enfin la boucherie sanglante, par où se terminent au contraire la plupart des guerres de tarifs...

Dans un pays prétendu libre, il est naturel que la discussion soit ouverte sur toutes sortes de questions sociales, politiques, philoso-

phiques ou autres. Toutefois, cette règle devrait comporter une exception. Un Etat bien ordonné ne souffrirait pas qu'on cherchât les moyens de rendre l'existence plus pénible aux pauvres et d'enrichir l'opulence de quelques-uns, en aggravant la détresse de la multitude. On comprendrait que des peines redoutables fussent portées contre le fait ou contre le simple projet de renchérir les choses nécessaires à la vie.

Car s'il est criminel d'attenter à l'existence d'une seule personne, comment peut-il être permis d'attenter à l'existence d'un peuple? Si l'on fait un héros du conquérant qui massacre cinq cent mille hommes, si l'on fait un grand politique du ministre qui condamne vingt millions de créatures humaines aux angoisses de la faim, par quelle abominable tartuferie punit-on comme assassins Tropmann et Gamahut?

En août 1830, le peuple de Paris réclamait la tête de Polignac et de ses collègues : ils n'avaient menacé, pourtant, que la liberté politique et fait qu'un petit nombre de cadavres.

Le journal de Jules Méline publie qu'*il y a trop de bien-être*... « Patience! disait Foulon,

au commencement de 1789 : que je sois ministre, et je leur ferai manger du foin ; mes chevaux en mangent. » Après la prise de la Bastille, il fut traîné dans les rues de Paris affamé, avec une botte de foin sur le dos, puis accroché à la lanterne avec une poignée de foin entre les dents. Et cette exécution compléta, le 22 juillet, les exécutions du 14.

La France républicaine a choisi cette date pour célébrer la fête nationale. Ou son choix n'a pas de sens ; ou bien il signifie que le même forfait encourra toujours le même châtiment.

II

Sophismes réfutés.

Pour exécuter le « coup » de 1891 et voter le régime de 1892, le Syndicat protectionniste n'avait pas à donner de raisons. Il était le plus fort ; il disposait du plus grand nombre de millions pour sa propagande, et du plus grand nombre de voix chez les agriculteurs bernés ; il tenait le Parlement dans sa main. Cet argument suffisait.

Pour un semblant de discussion, il a fallu en exposer d'autres.

On a prétendu que le régime antérieur, le régime relativement libéral, avait ruiné la France. Et c'est grâce à la prospérité de cette période que la France a payé cinq milliards de frais de guerre, cinq milliards de rançon, vingt-cinq milliards de dépenses militaires pour la paix armée, et les dilapidations des vingt premières années de République. C'est

grâce au libéralisme relatif du système de 1860 qu'après trente ans d'épreuve, l'encaisse métallique de la Banque s'est trouvée trois fois et demie plus forte, la production houillère et la production métallurgique trois fois et demie plus élevées, la marine marchande trois fois et demie plus puissante !

Le mouvement inverse, maintenant, se produit ; la première, la marine marchande agonise. Cet instrument de toute influence extérieure, de toute vitalité commerciale, sans lequel notre immense empire colonial ne constitue qu'une charge accablante, un embarras, un danger, — ce précieux instrument est brisé. Par une contradiction qui n'est qu'apparente, et dont nous découvrirons le motif, le budget offre aux compagnies de navigation de grasses subventions ; la marine qu'on étouffe, on feint de lui venir en aide. Vaine comédie : sa décadence et la ruine de nos ports frappent tous les yeux.

Et puis? parce qu'on a tué la marine marchande française, n'y-a-t-il plus de marine au monde? Le protectionnisme triomphe-t-il, par la suppression de tous les moyens de communication, par l'isolement des continents et des nations? Pas du tout. Les phénomènes natu-

rels ne cèdent point devant les petits complots de quelques hommes. Le monde moderne a besoin d'un puissant organe de circulation, qui transmette à tous les points du corps les éléments de travail et de vie : du besoin même nait l'organe.

La folie des protectionnistes consiste, à raisonner toujours comme si le pays où ils opèrent était seul, ou comme si les mesures qu'ils lui imposent produisaient leur effet au delà de ses frontières. C'est-à-dire qu'ils déraisonnent. La place vide que laisse la marine française est aussitôt remplie par ses rivales ; tout ce qu'elle a perdu depuis cinq ans, les marines d'Allemagne et d'Angleterre l'ont gagné, outre sa part dans le trafic nouveau. Le désastre national est accru de tout l'accroissement de l'étranger.

Du second rang, la marine marchande française a passé au cinquième pour l'ensemble du tonnage, au septième pour la navigation à voiles ; dans nos propres ports, les deux tiers, parfois les trois quarts du trafic sont accaparés par les pavillons étrangers. Cependant, plus que jamais dans la présente « époque océanique », la prospérité de la marine est la condition nécessaire et le signe exact de la

prospérité nationale. C'est par la marine que communiquent les divers groupes de la collectivité humaine. Sans une marine prospère, un pays comme la France doit tomber dans la dépendance des nations maritimes.

On a soutenu encore, et sans rire, qu'il importait peu de détruire le commerce extérieur du pays, attendu que le commerce intérieur seul peut l'enrichir ; ou que, du moins, les quelques milliards moissonnés sur le marché extérieur ne sont qu'une somme insignifiante, un appoint négligeable, auprès des innombrables milliards que remue le marché intérieur.

Si cet argument n'était pas une plaisanterie, que la sottise publique prend cependant au sérieux, il serait digne des économistes de l'âge de pierre.

Les richesses que remue le marché intérieur ne font que se déplacer, sans s'augmenter ; quand une somme de dix milliards aura changé vingt fois de mains à l'intérieur de la nation française, elle ne vaudra toujours que dix milliards. La France n'y aura pas gagné un franc. Tandis qu'un milliard récolté à l'étranger vient accroître d'autant le trésor français,

l'épargne française, le capital de travail ou de combat.

On a prétendu enfin, — et c'est l'argument décisif, l'argument vibrant, l'argument de défense nationale ! — qu'il faut faire subsister artificiellement, au prix des plus grands sacrifices, tous les genres de production dans l'intérieur du pays, pour que la nation se suffise en temps de guerre. Si elle était tributaire de l'étranger, que deviendrait-elle quand l'étranger lui manquera ?

Là-dessus, le patriotisme s'enflamme. Passons-nous en tout temps de l'étranger, pour pouvoir nous en passer quand viendra la guerre... Parfait ! Les Anglais n'ont qu'à prendre cette résolution, et l'Angleterre produira du sucre ? Les Français n'ont qu'à suivre, et la France va donner du cacao, du café, des épices ? Ou bien les Anglais renonceront en tout temps à l'usage du sucre, et les Français à l'usage des denrées coloniales ? C'est absurde.

Pour produire, il faut cultiver le sol, alimenter et conduire les machines, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. Jadis, pendant que les petites armées se battaient, les peuples continuaient de travailler ; aujour-

d'hui, la mobilisation draine tous les hommes valides. Non seulement le pays, en temps de guerre, ne se mettra pas à produire par miracle ce qu'il tirait auparavant du dehors; mais il ne produira même plus ses fruits habituels; il ne produira rien, que de la misère et des cadavres.

Au reste, il était peut-être nécessaire que la nation pût se suffire au XVII^e^, au XVIII^e^ siècles, alors que les guerres duraient dix ans, quinze ans, trente ans. Mais la guerre moderne est brève; les guerres futures seront très brèves; les millions de combattants arrachés de leurs foyers exigeront qu'on les y renvoie dès les premières boucheries; durant les quelques mois de la lutte, toute production étant arrêtée, la nation et l'armée vivront sur les approvisionnements constitués à l'avance. S'ils ne suffisent pas, et si la mer n'est pas libre pour le ravitaillement, il n'y aura qu'à périr ou qu'à demander merci.

Il faut raisonner actuellement pour le temps actuel. Les protectionnistes raisonnent toujours en supposant que le monde n'a pas changé depuis trois cents ans, c'est-à-dire depuis l'époque où leur doctrine avait un semblant d'excuse.

III

L'agriculture dupée. Les travailleurs détroussés.

Le prétexte sur lequel a été édifiée toute l'œuvre douanière de 1892, c'était la nécessité de sauver l'agriculture, et d'abord la production du blé.

De même qu'un détail de législation militaire, le service des séminaristes, a servi de point de départ pour construire et machiner tout le funeste régime du 15 juillet 1889, — une seule question économique, la question agricole, ou plutôt la question du blé, a servi de point de départ pour frapper 722 catégories de marchandises.

Sept cent vingt-deux articles de tarifs pour protéger le blé!

Or, le blé n'est pas protégé. Les faits eux-mêmes découvrent le mensonge et la duperie dont les agriculteurs ont été victimes.

Le droit sur les blés s'est élevé de 3 francs

à 5 francs, puis à 7 francs. A mesure qu'il montait, les cours baissaient!

Quand les blés sont cotés à Londres 18 francs, par exemple, si l'action des tarifs en cette matière était réelle, la cote à Paris devrait être 25 francs; elle n'est que 21 francs. Elle est encore inférieure à Lyon. Même à Rouen, à Toulouse et ailleurs. elle ne dépasse point, sauf quelques centimes d'écart, la cote de Londres.

Donc, sur le blé, le droit n'agit pas. La production immense et presque spontanée des pays neufs leur permet de fournir du pain à l'humanité entière. Et le prix des grains, comme celui des autres denrées de première nécessité, rendrait partout la vie facile, s'il était réglé par les lois naturelles.

Mais les cours ne sont pas fixés par la production ; ils sont fixés par l'entente criminelle des syndicats de spéculation et d'accaparement. Bravant la loi, sous la protection des gouvernements qu'ils achètent, et dans le silence des magistrats qu'ils intimident, les affameurs opèrent au grand jour. Ils égorgent à la fois l'agriculteur, auquel ils arrachent son produit à vil prix, et le consommateur, auquel ils ne cèdent ses aliments qu'au poids de l'or.

Ils abusent des facilités de l'admission temporaire ; ils importent, sans aucun besoin de consommation, des quantités énormes de blés exotiques pour provoquer la panique parmi les détenteurs de blés indigènes et l'effondrement des cours.

Ils organisent la détresse dans les campagnes et la détresse dans les villes. Les millions s'entassent dans leurs coffres, le peuple souffre, Méline triomphe.

Le sucre est un aliment indispensable ; la vigueur de l'homme anglais, qui en consomme quatre fois plus que l'homme français, le démontre. Les tarifs devaient protéger la production agricole du sucre, c'est-à-dire la culture de la betterave. Depuis 1892, les prix du sucre raffiné n'ont pas changé ; les voilà qui montent ; l'effet protecteur s'est donc réalisé ? Allons donc ! Les cultivateurs de betteraves ont vu baisser de plus d'un tiers les cours de leur produit. Cultivateurs et consommateurs sont dévalisés, d'abord par la fiscalité d'un Etat que menace la banqueroute, ensuite par la cupidité cynique d'une poignée d'accapareurs que sert le Parlement.

La manœuvre est la même que pour le blé. Malgré la surproduction nationale, les spécu-

lateurs importent encore de grandes quantités de sucres exotiques. La seule présence de ce stock avilit les cours de la betterave et du sucre brut. Une fois la rafle opérée, le Parlement complice accorde aux raffineurs 18 millions de primes pour réexporter les sucres criminellement accumulés.

Les tarifs sont donc pour l'agriculture une duperie.

Au point de vue financier, ils sont une absurdité. Le budget en escompte le rendement pour une certaine somme, calculée d'après la statistique des importations antérieures. Or, les tarifs ont justement pour but de restreindre ces importations.

Il arrive donc de deux choses l'une : ou que les tarifs agissent réellement, et que les importations diminuent; alors les prévisions de recettes douanières sont fausses et le budget se trouve en déficit; — ou que les prévisions de recettes douanières se réalisent, c'est-à-dire que les importations ne diminuent pas, c'est-à-dire que les tarifs ne servent à rien.

D'autre part, il faut comprendre que les importations ne rendaient pas la France « tributaire » des pays étrangers, comme il est

écrit dans les clichés protectionnistes ; elles constituaient au contraire un tribut payé à la France créancière par les étrangers, ses débiteurs. La France a prêté des milliards à vingt pays dans le monde, pour créer leur outillage industriel ou militaire. Pour servir l'intérêt de leurs emprunts, il faut bien que les emprunteurs vendent leurs produits. Ils fournissaient donc la France de toutes sortes de matières premières, dont le prix compensait les arrérages de la créance ; le compte créditeur et le compte débiteur se balançaient : de telle sorte que la France retirait l'intérêt de ses placements en nature, sous forme d'importations.

En fermant la porte aux marchandises étrangères, on met les étrangers nos débiteurs dans l'impossibilité de s'acquitter envers nous ; on les oblige en quelque sorte à nous faire banqueroute. Quelle « protection » pour la richesse nationale !

Tout, dans ce système, est odieux : et par surcroît, tout est imbécile.

Les importations que les tarifs ont pour but de restreindre diminuent en effet ou ne diminuent pas. Si elles ne diminuent pas, les tarifs sont inutiles. Si elles diminuent, comme elles

étaient évidemment provoquées par un besoin de l'alimentation publique ou de l'œuvre industrielle, ce besoin n'est plus satisfait ; il y a souffrance dans le peuple, ou ralentissement ou suspension du travail, c'est-à-dire encore souffrance dans le peuple.

Quand on a voté les tarifs de 1892, qui constituaient une majoration de 140 à 180 pour cent des taxes antérieures, on a calculé qu'ils produiraient un supplément de recettes douanières de 142 millions.

C'était donc un impôt nouveau de 142 millions sur les produits exotiques. Mais ce renchérissement amène aussitôt un renchérissement proportionnel des produits indigènes : c'est en quoi consiste essentiellement l'effet protecteur des tarifs. Les cours de toutes les denrées, de tous les objets fabriqués, doivent monter.

Ils montent ; les 142 millions d'impôt nouveau sur les importations, qui ne représentent qu'une faible partie des produits consommés, aboutissent à faire payer aux consommateurs deux à trois milliards de plus. Les 142 millions profitent au budget. Les deux à trois milliards profitent à qui ?

« Aux producteurs! s'écrient les protectionnistes. Et voilà comment la protection procure trois milliards de profits nouveaux à la nation! »

Qui sont donc les consommateurs qui paient, et les producteurs qui reçoivent trois milliards de plus? Deux peuples différents? Deux catégories distinctes dans le peuple? Non : ce sont les mêmes gens. Tantôt on les appelle consommateurs, tantôt producteurs, suivant qu'on envisage l'une ou l'autre de leurs deux fonctions économiques. Chaque homme qui travaille est producteur d'une seule chose, et consommateur de cent.

Dire que les consommateurs paieront trois milliards de plus aux producteurs, c'est dire que les producteurs se paieront trois milliards à eux-mêmes. La nation se paiera trois milliards. Chaque citoyen se prendra cent francs dans une poche et se les mettra dans l'autre. En quoi sa condition sera-t-elle améliorée?

Si l'opération se pratiquait de la sorte, elle ne serait que puérile et vaine.

Or, elle est criminelle. Le syndicat protectionniste n'est pas composé de naïfs, mais d'hommes trop habiles. S'ils provoquent ce mouvement de milliards supplémentaires entre

les citoyens considérés comme consommateurs et les mêmes citoyens considérés comme producteurs, c'est qu'ils comptent s'interposer au cours de l'échange et détourner dans leur caisse la dime des capitaux déplacés.

Les consommateurs paient réellement trois milliards de plus, d'une main ; mais quand ils tendent l'autre main pour les recevoir, il n'y tombe que deux milliards. Les spéculateurs, les agioteurs, les accapareurs, les puissantes compagnies industrielles et financières, les grands patrons et les grands propriétaires ont intercepté un milliard au passage.

C'est à leur profit que la « protection » s'exerce. Ils sont de très bonne foi, quand ils en célèbrent les bienfaits. Mais les dupes qu'ils dépouillent montrent vraiment trop de crédulité.

Envisageons un groupe de 101 personnes : cent ouvriers et le patron, individuel ou collectif.

Le patron dit aux ouvriers : « A cause de la concurrence étrangère, je serai contraint de diminuer vos salaires si nous ne sommes pas protégés ; car je ne fais plus que 300.000 fr. de bénéfice net par an. Donc, puisque vous

êtes citoyens, électeurs, exigez de vos élus des lois de protection. » Les ouvriers n'hésitent pas; ils ne savent pas en quoi consistera la chose; ou bien ils croient qu'elle aboutira seulement à la prohibition du produit étranger, à l'obligation pour tous les consommateurs d'acheter l'objet qu'ils fabriquent. C'est si bon de se savoir « protégés », quand on est faible, et d'ailleurs sans application pour étudier, sans intelligence pour comprendre, sans courage pour se défendre soi-même ! Être défendus, n'importe comment, par l'État-Providence, par l'État-Dieu, au moyen d'une loi mystérieuse, d'un grimoire enchanté : quel rêve !

Les cent ouvriers sont protectionnistes du coup; ils élisent un protectionniste forcené, tantôt borné comme eux, tantôt prêt à tous les métiers pourvu qu'ils rapportent, tantôt simple compère du patron. Les tarifs sont votés. Grâce à l'augmentation de 140 à 180 pour cent des taxes, le patron relève ses prix ; au lieu de gagner 300.000 francs net, il place à la fin de l'année 400.000 francs ; il a bénéficié de cent mille francs.

Mais les ouvriers? On n'a pas diminué leur salaire, puisqu'on le leur avait promis; on ne

l'a pas augmenté non plus. Seulement, par le jeu de tout le système, la vie leur est devenue plus difficile; leurs vêtements et leurs aliments leur coûtent plus cher; avec la même somme, ils se trouvent dans une détresse plus profonde.

Toutes les marchandises qu'ils consomment sont « protégées », c'est-à-dire qu'elles coûtent plus cher. Une seule reste au même prix : celle qu'ils vendent, — leur travail. Ne recevant pas un sou de plus, et dépensant beaucoup davantage, ils subissent indirectement une réduction de salaire. Leur salaire nominal n'a pas changé, mais il a perdu beaucoup de sa valeur utile.

L'argent qu'ils donnent *en plus* aux marchands de toute sorte pour se procurer les choses nécessaires à la vie, ces marchands le donnent *en plus* à leur patron pour acheter le produit dont les tarifs lui ont assuré en quelque sorte le monopole.

Ainsi, en dernière analyse, les cent mille francs de profit supplémentaire du patron proviennent de ses propres ouvriers. Il n'a pas *diminué* leur salaire; non ! Mais par un habile détour, il leur en *reprend* une bonne partie.

Ce n'est donc pas une affirmation subversive

et vaine, mais une vérité manifeste, inébranlable, que le protectionnisme consiste à augmenter le dénuement des pauvres pour accroître l'opulence des riches. Il assure l'excès de jouissance des uns par l'excès de souffrance des autres.

Et quand on voit les victimes de cette abominable machination s'y prêter avec confiance, la regarder comme la garantie de leur salut, injurier, soupçonner, menacer les honnêtes gens — qui tâchent de leur ouvrir les yeux, — on mesure avec désespoir la profondeur de la stupidité populaire.

On reconnait qu'à soutenir quand même et toujours la cause de la vérité, de l'humanité, de la justice, on s'usera les ongles et les dents sur un roc; on sera brisé, méconnu, bafoué par ceux mêmes qu'on aurait voulu sauver. Les exploiteurs infâmes, avec le profit de l'exploitation, se donneront l'ironique plaisir de lancer les exploités comme une meute sur le fou qui prétend démasquer le piège, en criant : « Taïaut! déchirez-le! c'est un sophiste, un ennemi du peuple!... »

Véritablement, outre l'empire de sa conscience et les satisfactions d'orgueil qui l'attachent à l'honnêteté, l'honnête homme n'est

guère tenté de se convertir à la canaillerie, quelque fructueuse qu'elle paraisse en ce pays; la carrière est d'une facilité dégoûtante, et le gibier trop complaisant.

IV

L'industrie étranglée.

Le seul but de l'œuvre protectionniste, le seul effet possible des tarifs est le renchérissement des objets nécessaires à la vie, la spoliation plus complète de la classe qui travaille au profit de la classe qui possède.

Tous les prétextes invoqués par la doctrine, tous les arguments de tribune sont une mystification. Les faits le prouvent surabondamment depuis 1892.

Les protectionnistes prétendaient arrêter les importations et développer les exportations. Ils ont réussi à diminuer l'activité industrielle et commerciale ; ils ont porté un coup terrible à la prospérité du pays ; mais ils ont échoué dans les desseins qu'ils annonçaient, et dont ils se souciaient d'ailleurs assez peu, leurs vrais calculs visant à d'autres résultats.

Depuis l'établissement du régime nouveau,

le mouvement général des affaires de France avec l'extérieur a diminué tantôt de trois cents, tantôt de cinq cents millions, en moyenne de deux cent cinquante millions par an. Dans l'espace de quatre années, le commerce extérieur français a été ramené quarante ans en arrière.

Les importations, qui auraient dû cesser presque complètement après l'énorme majoration des taxes, diminuent dans une proportion presque insignifiante, ou même restent stationnaires. L'importation des denrées alimentaires, des produits agricoles, qui devait être entravée avant tout, qui provoquait les plaintes les plus bruyantes et les promesses les plus charlatanesques, n'a pas été touchée. Au contraire, l'importation des bestiaux a doublé; l'importation des céréales atteignait exactement le même chiffre deux ans après la promulgation des tarifs que deux ans auparavant; l'importation du sucre et de l'huile a sensiblement augmenté; malgré des droits écrasants, les vins étrangers ont continué d'entrer pour 150 millions par an.

C'est, encore une fois, que les importations étaient et sont justifiées par des nécessités qu'il ne dépend pas de la loi de supprimer.

Les vins étrangers, comme les blés étrangers, sont indispensables pour certains mélanges sans lesquels les vins et les blés indigènes perdent une grande partie de leur valeur. A tel point que les mêmes syndicats de meunerie qui avaient réclamé des droits exorbitants sur les céréales exotiques sollicitent maintenant des mesures qui en facilitent le retour sur le marché français.

En même temps que les importations agricoles, — qui devaient cesser, — ne diminuaient guère, les exportations agricoles, qui devaient se développer, diminuaient rapidement. L'exportation des vins, des eaux-de-vie, des fromages et beurres, des œufs, des fruits, des bestiaux, des graisses, des sucres bruts, a diminué d'année en année dans des proportions qui varient de 15 à 60 o/o.

L'agriculture n'a rien gagné, rien que la honte d'avoir été dupée de la plus grossière façon, rien que le remords d'avoir servi d'instrument à la ruine de l'industrie et du commerce, pour le profit de quelques grands forbans.

L'industrie a recu des coups mortels. L'importation des matières premières qui alimentent nos fabriques a baissé, baisse de plus en

plus; la laine, le coton, la soie, le jute, les peaux, n'arrivent qu'en insuffisante quantité sur le marché français; en deux ans, l'importation des peaux brutes a diminué de moitié. Ce sont des usines et des manufactures qui disparaissent ou qui mettent une partie de leur personnel sur le pavé. C'est du chômage, de la misère et du désespoir pour des milliers de familles ouvrières.

Ne produisant guère, et produisant cher à cause du renchérissement des matières premières, à cause de l'augmentation proportionnelle des frais généraux, l'industrie française exporte de moins en moins. Les tissus de laine et de soie, les pelleteries et les ouvrages en cuir, la poterie, la verrerie, la cristallerie, les ouvrages en métaux, la lingerie, la confection, la papeterie, l'orfèvrerie, la bijouterie, les outils, les machines, ont perdu le tiers, la moitié, les deux tiers de leurs débouchés antérieurs.

Ne pouvant plus se procurer à des prix raisonnables les produits de fabrication française, les pays étrangers que nous en fournissions se sont mis à les fabriquer eux-mêmes. De sorte que les protectionnistes français ont réussi à créer de toutes parts des industries concurrentes des nôtres. Et nos rivaux, favo-

risés par le patriotisme de leurs gouvernements, après s'être emparés du terrain que la fabrique française leur abandonnait, viennent livrer bataille sur notre propre marché.

La plupart des ouvriers français qui ne trouvent plus de travail, ou seulement un travail aléatoire et des salaires misérables, comprendront que les industries étrangères qui leur ôtent leur pain doivent la vie au Syndicat Méline.

Quand par hasard l'effet prohibitif des taxes se réalise, ce n'est qu'en apparence. Ainsi, l'importation des soieries suisses a été notablement réduite par le régime de 1892. Mais les soieries françaises n'y ont rien gagné. Les soieries suisses repoussées du marché de Paris ont envahi le marché de Londres, où nos industriels de Lyon régnaient jusque-là sans partage; elles ne leur disputent plus la clientèle indigène, mais elles leur enlèvent la clientèle anglaise. Le mal est déplacé, mais non pas atténué, plutôt aggravé.

L'agriculture mystifiée, l'industrie étranglée, le commerce détruit, la marine supprimée, des millions de travailleurs industriels affamés: tel est, au bout de cinq ans d'expérience, le bilan du complot protectionniste.

V

La loi aux enchères. La guerre intestine. La spéculation. Le partage des dépouilles.

Un homme qui n'aurait jamais suivi les discussions économiques, jamais étudié les doctrines, jamais observé les faits, un homme qui n'aurait point d'opinion à l'égard du protectionnisme, eût entrevu la vérité en 1891, sans écouter les longs débats, rien qu'en se promenant dans les couloirs du Palais-Bourbon.

De même que l'offre ouverte et la copieuse distribution de chèques panamistes avait révélé précédemment aux plus naïfs la situation critique du Panama, — de même le but et la portée de l'œuvre protectionniste se trahissaient par les marchés débattus et conclus avant les scrutins.

La Chambre, qui prend l'aspect tantôt d'un

asile d'aliénés, tantôt d'une caverne de brigands, avait l'air alors d'une Bourse ou d'une foire. Les syndicats qui subsistent et fonctionnent encore se constituaient au grand jour. La représentation politique de la nation disparut; il n'y eut plus, il n'y a plus que des représentants d'intérêts étroits, égoïstes, ennemis, des représentants de la betterave et des représentants de la vigne, des représentants des compagnies houillères et des représentants des Sociétés métallurgiques, des représentants du blé ou de la laine ou du ver à soie.

Les opinions religieuses ou constitutionnelles s'effacèrent; la cupidité divisa les amis, réunit les adversaires de la veille. Des coalitions se nouèrent entre les forts pour la spoliation des faibles; on vendit, on échangea la suppression de telle industrie contre une promesse de prime, l'écrasement de telle classe de producteurs contre la ruine de telle catégorie de consommateurs.

A la tribune, où l'on ment, il n'était question que de lutter contre la prétendue concurrence étrangère. Dans les couloirs, où l'on parle franc à l'abri du public, il ne s'agissait que d'une guerre féroce, implacable, odieuse, entre les diverses industries nationales.

Les puissants exigeaient, imposaient, achetaient le sacrifice des autres. Dans des colloques brutaux se décidaient l'exécution de vingt manufactures, la prohibition des denrées ou des objets les plus nécessaires, la misère de dix mille ouvriers. Pour préface, la riche distillerie de betteraves avait obtenu la mort de la distillerie de maïs; en quelques semaines, une population de travailleurs avait été jetée sur le pavé, un affreux désastre consommé. Les appétits déchaînés de toutes parts réclamaient leurs proies. Avec une impudence tranquille, chaque métier soutenait que son intérêt particulier composait tout l'intérêt national, et que son point de vue spécial embrassait la vérité absolue.

Dans la seule industrie de la laine, l'éleveur de moutons, le filateur, le tisseur, le confectionneur étaient aux prises : chacun voulait la protection de sa marchandise, et l'exemption des matières qu'il employait à la produire. Alors la victoire demeurait au plus audacieux, au plus millionnaire, au plus offrant.

Les solutions se contredisaient d'un article à l'autre, suivant la fluctuation des influences sonnantes. Ainsi, dans l'industrie du coton, les tisseurs furent écrasés, les filateurs gra-

tifiés de prodigieux avantages; au contraire, dans l'industrie de la soie, les sériciculteurs, filateurs, mouliniers, n'obtinrent qu'un os à ronger, tandis que les tisseurs, c'est-à-dire la grande fabrique lyonnaise et stéphanoise, dictèrent leurs lois à Jules Méline, à la commission des douanes, au Parlement. Les filateurs de coton étaient plus riches que les tisseurs; les tisseurs de soie étaient plus riches que les éleveurs et que les filateurs; il n'y avait pas d'autre motif à leurs triomphes opposés.

En janvier 1897 encore, alors qu'il s'agissait de distribuer 18 millions de primes aux raffineurs milliardaires pour l'exportation des sucres accumulés par leurs spéculations, la Chambre changea deux fois d'avis, sur deux amendements décisifs, à douze heures d'intervalle : et les courtiers de la raffinerie syndiquée peuplaient les couloirs du Palais-Bourbon.

Une doctrine raisonnée, logique, fût-elle fausse et funeste, peut se justifier. Mais le trafic insolent des lois, l'adjudication aux enchères de scandaleux monopoles, l'incohérence voulue, l'arbitraire payé, ne sont point une doctrine.

Le système protectionniste de 1892 n'est pas

l'application d'une doctrine. Aucun homme de bonne foi qui a vu s'élaborer cette œuvre ne peut la regarder autrement que comme le contrat d'association d'une troupe de pirates, comme un pacte de violence et de rapine.

Une fois lâchées, excitées par de grands exemples, les passions rapaces agitèrent le monde agricole et le monde industriel.

Comme des récoltes de vin très abondantes annulaient à l'intérieur l'effet de la protection promise, et que les justes représailles de l'étranger empêchaient l'exportation, les viticulteurs se trouvèrent plus malheureux qu'avant d'avoir obtenu les tarifs ; ils songèrent à s'entre-dévorer ; le Languedoc réclama « des mesures » contre le Bordelais, et le Bordelais contre la Bourgogne. Les haines s'aigrirent. Puis, survinrent de merveilleuses moissons de céréales que l'agriculture présenta comme autant de catastrophes.

Contre cette calamité : l'abondance ! il n'y avait point de remèdes. Le prix du pain ne baissait pas, mais le prix du blé ne montait pas. La générosité de la nature déjouait les belles espérances de famine qu'on avait escomptées. Ce fut une désolation.

Cependant, lorsque les épis sont lourds et serrés, le cultivateur ne peut s'en attribuer le mérite ; il n'a dépensé ni plus de travail ni plus de semence que pour une maigre moisson ; la terre et le soleil ont tout fait. La faible diminution de prix qui résulte de l'abondance n'empêche pas un accroissement notable du profit, par l'accroissement des quantités vendues. Ce que pleure le laboureur avide, c'est une chimère ; il suppute ce qu'il aurait gagné s'il avait pu soutenir en temps de pléthore les prix du temps de disette. Il ne l'a pas pu : voilà le désastre.

La cupidité déçue, se heurtant aux phénomènes naturels, demande au jeu ses satisfactions. Le système protectionniste est la source et la base de toute spéculation.

Sous la liberté des échanges, il n'y a pas de spéculation possible, à moins qu'on n'appelle spéculation la légitime tentative de prévision des événements futurs, des récoltes bonnes ou mauvaises, des variations de la mode et du goût.

Sous le protectionnisme, comme le prix des denrées et des objets fabriqués ne dépend plus d'accidents soustraits à la volonté humaine, comme il est au contraire déterminé par les

mesures arbitraires du législateur, il ne s'agit que de préparer, de provoquer, de rémunérer l'intervention gouvernementale pour produire la hausse ou la baisse à volonté. Il n'y a plus de phénomènes naturels; il y a seulement des actions et des répercussions artificielles. La corruption décide de tout.

La perfection de ce régime sera réalisée par l'expédient du *Cadenas*, qu'on n'a point encore appliqué, mais qu'annoncent pour un avenir prochain les récents débats de la Chambre.

L'effet d'une taxe votée dans les formes ordinaires est atténué, au moins pour une certaine période, par les précautions que le commerce a prises pendant les délais de la procédure parlementaire. Le *Cadenas* doit empêcher même cette atténuation. Il supprimera toute transition. L'application du régime existant cessera, l'application du régime nouveau commencera dès l'instant où la proposition en sera faite.

On imagine aisément à quelles gigantesques râfles d'argent le gouvernement et ses acolytes pourraient se livrer si, en plus de leurs moyens supérieurs d'information et de l'autorité qu'ils donnent aux fausses nouvelles, ils avaient

encore le pouvoir de régler à leur fantaisie, par décrets inopinés, les cours de la Bourse. Il leur suffirait de s'engager à la hausse et de fixer le cours du 3 o/o à 120 francs, ou de s'engager à la baisse et de le fixer à 90 francs, pour ramasser les millions par centaines. Or cette combinaison fantastique, invraisemblable, constitue précisément le *Cadenas*, quand on l'applique aux blés on à toute autre marchandise au lieu de l'appliquer à la rente.

Il n'en faut pas douter : le *Cadenas* fonctionnera bientôt. Les bénéfices fous qu'il assure au syndicat permettent de payer à n'importe quel prix la majorité législative qui l'établira.

La spéculation pompe l'argent public par grandes quantités de millions à la fois. Mais les protectionnistes ne dédaignent pas de soustraire au budget de moindres sommes.

Les Primes, directement payées en espèces, forment la part des associés exclus des grandes opérations. L'impôt fournit un tribut aux éleveurs de vers à soie (5 millions) et aux filateurs de soie (3 millions 1/2), aux cultivateurs de chanvre et de lin (2 millions 1/2), aux raffineurs de sucre déjà milliardaires (18 millions), aux construc-

teurs et armateurs (11 millions 1/2), sans compter les 25 millions et demi de subventions postales dont la moindre partie seulement répond à des services effectifs.

Pour les bâtiments de mer, que le système protectionniste entend priver et prive effectivement de fret, ils reçoivent des primes de construction qui dépassent de 20 o/o leur propre valeur. Un bateau de 250.000 francs a rapporté à son constructeur une prime de 305.000 francs : c'est-à-dire que le Syndicat fait cadeau à l'un de ses membres à la fois d'un bateau de 250.000 francs et d'une gratification de 55.000, aux frais du public.

Le travailleur qui achète à des prix excessifs, à cause des taxes douanières, les objets ou les services qui lui sont indispensables, ne sait pas assez qu'en outre du bénéfice énorme contenu dans le prix, il paie au capitaliste vendeur, par l'intermédiaire de l'Etat, une dime en argent.

VI

Socialisme capitaliste.
Intervention de l'État, — pour les affameurs, — contre les affamés.

Quand les compagnies anglaises, au cours de l'expédition de Madagascar, offraient du charbon rendu sur place à 40 francs la tonne, et qu'on préférait le payer 63 francs aux fournisseurs français, on donnait délibérément 23 francs par tonne de l'argent des contribuables à ces privilégiés. C'était du protectionnisme. On payait même jusqu'à 90 francs trente-cinq mille tonnes à la compagnie dont Félix Faure, depuis Président de la République, alors ministre de la marine, était le fort actionnaire. On protégeait le capitaliste à raison de 50 francs la tonne. Par l'impôt, les travailleurs en faisaient les frais.

Pour la construction des bâtiments de guerre

modernes, et surtout pour la fourniture de leurs blindages en acier qui exigent un outillage puissant, il s'est constitué un syndicat métallurgiste. Les millions de ce syndicat tiennent d'abord les journaux, les hommes techniques, les administrateurs, et tranchent par des arguments irrésistibles tous les problèmes de guerre navale. En outre, ils tiennent l'Etat. Ayant imposé le choix des types de vaisseaux nécessaires à sa fortune, le syndicat impose à l'Etat le prix des engins qu'il lui vend. Il jouit d'un monopole à l'intérieur du pays ; le protectionnisme le garantit contre le péril du dehors. L'industrie métallurgique anglaise, qui paye ses matières premières meilleur marché, mais sa main-d'œuvre beaucoup plus cher, offre cependant des conditions très favorables. Mais une clameur terrible s'élèverait contre le ministre assez courageux pour menacer le syndicat français d'un achat en Angleterre.

Le syndicat est maître ; la marine achète donc les vaisseaux qu'il veut, aux prix qu'il exige ; tout cuirassé qu'elle met à la mer, outre le prix normal des blindages fournis, outre le bénéfice légitime du travail et du capital, procure au syndicat un cadeau net de

plusieurs millions ; tribut arraché par la toute-puissance de l'argent, par la complicité gouvernementale, par la machination protectionniste, à la misère du peuple.

Alors intervient l'argument spécieux, l'argument patriotique, le mensonge.

Ils disent, les grands Protégés, que les véritables bénéficiaires de la protection sont leurs ouvriers ; que le monopole dont ils jouissent est en même temps le monopole de leurs ouvriers ; que la diminution de leurs profits diminuerait le travail et le salaire de leurs ouvriers.

Le sophisme est grossier. Quand même les ouvriers gagneraient en apparence quelque chose à l'exagération des prix, en réalité ils ne gagneraient rien, puisque l'Etat leur reprend leur prétendu supplément de salaire pour le restituer aux patrons, franc et net, sous forme de primes. Or, les ouvriers ne gagnent rien de plus, même en apparence. Dans l'industrie que nous venons de considérer, en même temps que les prix de vente sont de 30 o/o supérieurs, les salaires sont de 30 o/o inférieurs à ce qu'on les voit en Angleterre. Le patron

monopoleur dépouille impartialement le travailleur et le consommateur.

Et le cas n'est pas particulier. Il est général, universel; il se répète autant de fois qu'il y a dans le pays d'industries « protégées » par le régime de 1892.

Pour faire voter les tarifs, le syndicat protectionniste n'avait besoin que de la majorité parlementaire; pour les faire accepter il avait besoin de l'opinion. Malheureusement l'une est aussi facile à tromper que l'autre à corrompre.

Ils promirent que les bénéfices du régime nouveau seraient partagés entre le capital et le travail, que l'oisif exploiteur et le travailleur exploité participeraient également à la manne de millions répandue par la grâce de Jules Méline.

Où sont-ils, les salariés du syndicat dont le salaire a été augmenté, tandis que s'accroissait brusquement la fortune des syndiqués? Les tarifs de douanes ont été élevés, en 1892, de 140 à 180 o/o par rapport aux taxes antérieures; le prix des marchandises, et le profit des patrons vendeurs, s'est élevé par conséquent dans la même proportion. Où sont-ils, les ouvriers producteurs dont la paye a suivi la même progression?

Il n'y en a pas.

Le bénéfice de l'opération n'a pas été partagé ; il est resté d'un seul côté ; les patrons vendeurs l'accaparent, les ouvriers n'y participent point comme producteurs, mais ils en font les frais comme consommateurs.

Les deux facteurs de la production, dont le concours est indispensable, ont droit au même traitement. Le capital et le travail doivent être protégés de la même façon : c'est le *minimum* de ce qu'on peut exiger de l'ordre de choses capitaliste. Et le régime protectionniste de 1892 protège énergiquement, brutalement, exagérément le capital ; mais il laisse sans aucune protection le travail.

Le rôle de l'Etat dans les phénomènes économiques se conçoit de deux manières opposées. Les uns, les libéraux, préconisent l'abstention de l'Etat. Les autres, les socialistes, réclament son intervention.

Quelque système qu'on adopte, il n'est admissible, équitable, honnête, que s'il fonctionne impartialement, s'il est appliqué dans toutes ses conséquences logiques, — si tout le monde jouit de la liberté, — ou si tout le monde bénéficie de la protection.

Le système abstentionniste, le libre jeu des forces économiques, convient le mieux aux peuples virils, qui ont le sens et le goût de la liberté, qui mettent au-dessus de tout les prérogatives et le plein développement de l'individu, qui préfèrent les risques et les chances de la lutte à l'avilissement d'une tutelle tyrannique.

Le système interventionniste séduit les peuples déprimés, sans initiative et sans courage, qui redoutent la nécessité de l'effort, qui n'osent marcher sans lisières, qui ne peuvent considérer la liberté sans être frappés de vertige et qui, tombés dans une vieillesse voisine de l'enfance, croient superstitieusement à la puissance magique de l'Etat-Dieu.

Si la liberté triomphe, elle doit régner partout. L'offre et la demande seront libres pour le travail, libres aussi pour les produits de la terre et de l'industrie. Employeurs et travailleurs discuteront librement les conditions du contrat de travail, de quelque tâche qu'il s'agisse, intellectuelle ou manuelle ; et l'invasion de la main-d'œuvre étrangère diminuera parfois le prix de la main-d'œuvre indigène. En revanche, les salariés, c'est-à-dire les dix-neuf vingtièmes de la nation, se procureront

librement, sur les marchés les plus favorables, les objets nécessaires à l'existence; ils jouiront de la munificence de la nature sans obstacles ni restrictions; ils pourront, s'il leur en coûte moins cher, manger le bœuf et le porc d'Amérique, se chauffer et s'éclairer au pétrole du Caucase, et boire les vins d'Italie.

Si l'interventionnisme l'emporte, il faut, de la même manière, qu'il fonctionne sans distinction. Protection universelle, ou point de protection du tout ! Car la protection limitée à certaines catégories aboutit à l'écrasement des autres.

Or, la protection telle que l'a comprise et réglée le Syndicat Méline en 1892, est étroitement limitée. Elle profite au capital seul; elle abandonne, elle ignore, elle sacrifie le travail.

Aux propriétaires du sol, aux propriétaires des usines, à la minorité infime qui détient toute la richesse du pays, le régime de 1892 a garanti un prix de vente *minimum*, par conséquent un *minimum* de bénéfice. Quelle que soit l'abondance des denrées, quel que soit le bon marché des objets fabriqués dans les pays voisins, alors que tout le reste de la terre regorgerait de produits, l'indigène de France

est contraint d'acheter aux affiliés du Syndicat leurs produits assez cher pour leur assurer un nombre déterminé de millions.

Mais dans le contrat de travail, l'Etat n'intervient pas. Comme consommateur, l'ouvrier n'est pas libre de se pourvoir de denrées où bon lui semble. Comme employeur, le patron reste libre de chercher où bon lui semble la main-d'œuvre, et d'en avilir le cours par tous les procédés qu'il imaginera.

Le marché des denrées n'est pas libre ; le marché de la main-d'œuvre est libre. Les produits du patron vendeur sont protégés contre la concurrence étrangère, et le travail de l'ouvrier indigène n'est pas protégé contre la concurrence des ouvriers étrangers. Les tarifs de douane garantissent au patron vendeur un *minimum* de prix de vente ; rien ne garantit au travailleur un *minimum* de salaire. L'Etat se jette dans la lutte économique pour garantir au patron un certain bénéfice à réaliser ; mais il refuse de garantir à l'ouvrier une certaine quantité de pain à manger. Il oblige les travailleurs à payer aux patrons vendeurs un prix exorbitant de leurs produits ; mais il refuse d'obliger les patrons à payer aux travailleurs un prix équitable de leur travail.

La multitude des travailleurs pauvres, qui compose les dix-neuf vingtièmes de la nation, supporte le poids accumulé des 722 articles des tarifs, sans recueillir le bénéfice d'aucun. Elle achète tout, et ne possède rien, ne vend rien que son travail, dont la juste rémunération n'est assurée nulle part.

Voilà l'odieuse, l'impudente, l'abominable contradiction qui condamne le Protectionnisme de 1892 et qui en découvre le vrai caractère.

L'œuvre de 1892 n'est pas une œuvre économique, mais un complot politique en même temps qu'un crime social.

Et par là s'expliquent ses apparentes incohérences. On ne comprendrait point, par exemple, que l'Etat continuât de distribuer chaque année des quantités de millions en subventions à des compagnies de chemins de fer et de navigation, alors que tout l'effort protectionniste tend à supprimer les relations commerciales, à isoler la nation du monde. On comprend, au contraire, tout de suite que le Syndicat exploiteur accorde aux capitaux engagés dans l'industrie spéciale des transports la même garantie de bénéfice *minimum* qu'aux capitaux engagés dans d'autres indus-

tries. De même que le travail n'est protégé nulle part, le capital est protégé partout.

Rien que ce trait particulier suffit à prouver que Jules Méline et ses associés ne sont point des sectaires, imbus d'une doctrine économique absurde et barbare, résolus à l'appliquer avec une inflexible logique dans toutes ses conséquences ; — mais qu'ils sont des agents d'affaires, sans doctrine, sans logique, sans principes, uniquement préoccupés de partager entre leurs commanditaires les dépouilles de la nation.

L'interventionnisme, l'intrusion de l'Etat ignorant, aveugle et brutal dans le jeu des phénomènes économiques, est une conception rétrograde, absurde, barbare. Encore ce système ne mérite-t-il le nom de système qu'à condition d'être appliqué scientifiquement, logiquement, jusqu'au bout.

Il comporte alors la réglementation du marché de la main-d'œuvre aussi bien que du marché des produits.

Si l'Etat se mêle d'empêcher l'internationalisation des produits de la terre et de l'industrie humaine, pour protéger les patrons contre la concurrence, — il doit nécessairement

aussi protéger les travailleurs contre la concurrence, empêcher l'internationalisation de la main-d'œuvre en expulsant les ouvriers étrangers, empêcher l'internationalisation des capitaux en prohibant les valeurs étrangères.

Si l'Etat se mêle d'obliger les travailleurs à consommer les produits des propriétaires et des industriels indigènes, — il doit nécessairement aussi contraindre les propriétaires et les industriels à donner toujours du travail aux ouvriers indigènes, et les capitalistes à n'employer leurs capitaux qu'à l'intérieur du pays.

Si l'Etat se mêle d'assurer aux patrons un *minimum* de bénéfices, il doit garantir aux travailleurs un *minimum* de salaires.

Voilà l'équité. On pourrait alors reprocher au système d'être tyrannique et barbare; on ne pourrait pas lui reprocher d'être inique.

Or, le système de 1892 est inique; encore une fois, ce n'est pas une œuvre économique, mais un complot politique, un crime social.

L'interventionnisme, c'est proprement le socialisme. Le mot de socialisme ne signifie rien, s'il ne désigne l'intervention de l'État dans tous les faits sociaux, spécialement dans les faits économiques.

Mais s'il y a une excuse à l'intrusion de l'Etat dans les phénomènes économiques, ce ne peut être que la nécessité de protéger les faibles, de limiter ou de réprimer l'avidité des puissants, de rétablir dans l'enfer social une apparence de justice et d'humanité... En 1892, l'État n'est intervenu que pour égorger les faibles, pour enflammer l'avidité des puissants et lui fournir les moyens de se satisfaire, pour accroitre dans ce pays la somme d'injustice et de cruauté.

Quel socialisme !

Pour le mettre en pratique, on vit se former dans le Parlement une majorité nouvelle, hétéroclite mais solide : car elle était cimentée par des intérêts et non plus par des idées ou par des sentiments. On vit les grands propriétaires et les grands industriels qui siègent à la droite des assemblées, et qui s'étaient donnés jusque-là pour les champions du trône et de l'autel, se serrer étroitement autour du failli communard Jules Méline, l'applaudir en toute circonstance, le soutenir contre toute raison, contre toute honnêteté, le suivre jusque dans la honte, renier pour le servir leurs prétendues convictions et leur prétendue foi des anciens jours. On vit la forte coalition de tous

les appétits sans scrupule, de toutes les fortunes sanglantes, de toutes les cupidités sans frein. La politique fut bannie des assemblées politiques, les groupes remplacés par des syndicats et les discussions par des enchères.

Et ce n'est pas une bouffonnerie vulgaire, que l'audace avec laquelle les Affameurs syndiqués infligent le nom de *Socialiste* à quiconque trouble leurs machinations, scrute leurs actes, inquiète leurs jouissances. Dans cette injure ils rassemblent toutes leurs fureurs ; ils la lancent comme une délation et comme une menace...

Ils ne s'aperçoivent pas, ces renégats, qu'ils sont eux-mêmes les fauteurs de tout socialisme ; que le socialisme de leurs adversaires n'est que le corollaire logique et nécessaire de celui qu'ils ont inauguré ; qu'ils sont à la fois les plus dangereux, les plus lâches, les plus détestables socialistes, — eux qui ont inventé le socialisme des privilégiés, le socialisme des exploiteurs, le socialisme pour millionnaires, le socialisme contre les pauvres, l'intervention de l'Etat pour accroître immodérément la richesse des trop riches en aggravant la souffrance des misérables!

VII

Représailles. Les amitiés violées. La patrie trahie.

Confiant dans l'aveugle ignorance de la foule qu'il abuse, le Syndicat protectionniste affirme que l'Etat-Dieu va régler à son gré le jeu des phénomènes économiques. Il suffit d'une loi pour créer de la richesse, ou pour la répartir arbitrairement. Il suffit d'un recueil de tarifs douaniers pour que les importations s'arrêtent, pour que les exportations se développent.

Or, on l'a vu plus haut, les importations ne se sont point arrêtées; elles ont seulement diminué. Ce qui n'entre plus en France y était pourtant indispensable; ce qui continue d'entrer coûte plus cher aux consommateurs: double cause de souffrances.

Et les exportations, qui devaient se développer, sont tombées à des chiffres dérisoires ; elles ont rétrogradé de quarante ans. D'abord, à cause de l'augmentation des prix de vente, résultant du renchérissement de l'outillage et de la matière première. Ensuite, à cause des représailles.

Les Protectionnistes s'imaginent qu'une loi qu'ils auront votée en France agira sur les nations étrangères ; que les étrangers accepteront de ne plus nous vendre leurs produits, ou de nous les vendre en moins grande quantité, se résigneront à nos caprices, à nos mauvais procédés, et continueront d'acheter nos produits français au prix qu'il nous plaira de fixer.

Mais les étrangers entendent leurs affaires aussi bien que nous ; ils répondent à nos mauvais procédés par des procédés pareils, à la prohibition de leurs produits par la prohibition des nôtres. Ils s'aperçoivent qu'ils peuvent se passer de la France ; ils fabriquent eux-mêmes ce qu'ils nous achetaient, ou bien ils s'adressent à des fournisseurs plus complaisants. Puisque nous leur déclarons la guerre, ils nous la font.

Car le protectionnisme est une des formes

de la guerre. La guerre économique, la guerre de tarifs, engendre des désastres moins éclatants mais aussi douloureux que la guerre à coups de canon, dont elle est d'ailleurs fréquemment la préface. La guerre économique multiplie les souffrances, les rivalités, les haines qui se résolvent ensuite en vastes massacres. Quand les détenteurs du capital ont épuisé les peuples par la spéculation protectionniste, ils les achèvent par la spéculation militaire; quand ils ont assez gagné en jouant sur les chances de famine, ils entreprennent une suprême râfle par le jeu sur les risques de guerre. Et les travailleurs font les frais de la seconde spéculation comme de la première; c'est eux que concernent la guerrre et la famine; ils jeûnaient; ils mourront.

A peine les tarifs de 1892 ont-ils été votés, que tous les peuples atteints ont durement riposté.

Des amitiés précieuses ont été brisées. Qu'y a-t-il de plus révoltant pour un ami que de surprendre son ami en train de le dépouiller?

L'Espagne, à la première annonce du système Méline, a quadruplé ou quintuplé les taxes applicables aux produits français qui

n'étaient pas visés dans le traité de commerce alors en vigueur. Puis, le traité de commerce dénoncé, elle a taxé les marchandises françaises à des taux quatorze fois, vingt fois, trente fois plus élevés qu'auparavant ; c'est-à-dire qu'elle leur a interdit son territoire.

Entre les deux nations amies la veille s'est dressée une muraille. Et comme les chemins de fer espagnols du nord ont été construits avec des capitaux français, comme la suppression des échanges entre les deux pays a supprimé leur trafic et leurs recettes, il se trouve que, par un juste châtiment, les capitalistes français subissent le contre-coup du mal que leur machination protectionniste a causé. En frappant le commerce national, le travail, la consommation, voilà qu'ils se sont frappés eux-mêmes. Telle est la stupidité du système.

Plus que l'Espagne, la Suisse était l'amie de la France. Pendant quatre cents ans, le sang des Suisses avait coulé sur les champs de bataille avec le sang français. En 1870, la France avait contracté envers la Suisse une de ces dettes de cœur qu'il est infâme de renier. Le syndicat Méline la lui a fait renier.

On a fait croire aux travailleurs agricoles que l'agriculture française était en péril, parce

que l'agriculture suisse importait chez nous des fromages et du bétail : dans l'année qui précéda le nouveau régime, en effet, *dix-neuf* taureaux d'Helvétie avaient « envahi » le marché français. De ses produits, la Suisse vendait à la France pour cent vingt millions; la France exportait en Suisse pour deux cent vingt millions. La France ne sacrifiait rien à l'amitié; elle en tirait au contraire un bon profit.

Elle a voulu en tirer davantage. Les protectionnistes ont compté qu'ils continueraient de vendre aux Suisses deux cent vingt millions de marchandises en ne leur achetant plus rien. Ils ont résolu de dépouiller ces amis qui étaient en même temps de très bons clients. Et la France a payé quatre siècles d'attachement fidèle, et les généreux procédés, et l'hospitalité offerte à ses soldats vaincus, par la plus honteuse ingratitude.

Le châtiment ne s'est pas fait attendre. Le peuple Suisse entier s'est indigné de cette trahison. Les Suisses et les Suissesses ont spontanément juré de ne plus acheter en France aucune marchandise, de ne plus porter de vêtements français ni de modes françaises, de ne plus boire de vins français, de refuser à

la poste les catalogues et prospectus de magasins français, de fermer leur porte aux commis-voyageurs français, de n'expédier aucun de leurs produits en transit par les voies françaises. Des ligues se sont formées de toutes parts pour cette guerre au commerce français. Dans les écoles mêmes, les enfants ont signé des pétitions aux Conseils de l'Instruction publique, pour être dispensés à l'avenir d'apprendre la langue française. En quelques mois, les importations de France en Suisse ont diminué de 68 o/o, et sur plusieurs articles de 75, de 93, de 98 o/o; le sucre français a été entièrement exclu dès 1893. La législation a promptement confirmé la situation de fait créée par le courroux populaire; elle a quintuplé certains droits, notamment sur les vins français; elle a établi des droits quarante fois plus élevés sur les soies françaises. La France a été chassée du foyer de la Suisse comme un ami ingrat et parjure.

Sa place a été aussitôt occupée. Si les Suisses achetaient en France pour deux cent vingt millions de marchandises, c'est qu'ils en avaient besoin; ils les ont achetées ailleurs; le sucre en Autriche, les vins, les fruits, les céréales en Italie, les machines, les outils, les

vêtements confectionnés en Allemagne. Le commerce allemand et le commerce italien, les gouvernements d'Allemagne et d'Italie ont célébré comme une victoire la rupture de la Suisse avec la France.

Comme les liens commerciaux créent ou consolident les liens politiques, en gagnant une cliente, l'Allemagne et l'Italie ont gagné une alliée. La Suisse qui les séparait les unit maintenant. Ce que la Triple Alliance n'eût jamais espéré s'est accompli contre la France, par les soins du syndicat Méline.

Et les patriotes naïfs se demandent pourquoi le gouvernement de la République « protectionniste » n'a pas fait fusiller le traitre Dreyfus !...

En perdant l'amitié de la Suisse, en perdant les cent millions de bénéfice annuel qu'elle faisait en Suisse, la France n'a rien gagné d'autre part. Ses tarifs douaniers protègent bien l'agriculture nationale contre l'irruption des dix-neuf taureaux qui inquiétaient les éleveurs ; mais ils ne protègent point l'industrie nationale, par exemple l'industrie de la soie, contre les produits fabriqués de la Suisse, qui se retrouvent en face des nôtres sur le libre marché de Londres et qui les en repoussent.

Aux amitiés reniées, des amitiés nouvelles ont succédé : ne pouvons-nous pas dédaigner les rancunes de la Suisse, maintenant que nous sommes honorés du patronage de la Russie?... Mais la Suisse amie ne se mêlait point de notre politique; et la Russie suzeraine s'en mêle trop; elle nous traîne à Kiel chez les Allemands, à Simonosaki avec les Allemands, à Constantinople sous les ordres des Allemands. La petite Suisse amie nous achetait pour deux cent vingt millions de marchandises; la grande Russie ne nous en achète pas pour vingt millions; elle ouvre sa frontière toute grande aux milliards français en or; mais elle la ferme aux produits français par un tarif de douane qui varie de 75 à 200 o/o de leur valeur.

L'œuvre de 1892 n'est pas seulement un crime social, parce qu'elle a augmenté à l'infini la souffrance des pauvres pour accroître l'opulence des riches; elle est encore un crime contre la patrie, vidée de son or, isolée, haïe de ses amis d'autrefois, dupée par ses amis nouveaux.

Les énormes profits réalisés par les membres du Syndicat protectionniste, aux dépens du peuple, au préjudice du pays, seront-ils regardés comme une excuse ou comme une

aggravation de culpabilité, quand sonnera l'heure de la justice ?

C'est la prochaine Chambre ardente, le futur Jury national, qui le dira (1).

(1) Lire, du même auteur, la brochure *Contre l'Argent*.

VIII

Les peuples sont solidaires.

Sus au peuple protectionniste!

Le régime protectionniste, incohérent et perverti comme l'entend le syndicat Méline ou logiquement pratiqué, est un régime de guerre. Il entretient, il échauffe les haines, il multiplie les griefs de peuple à peuple, jusqu'au jour où la guerre économique engendre la guerre à coups de canon.

La libre circulation des produits agricoles et des produits industriels à travers le monde réaliserait pour l'humanité le même progrès qu'a réalisé pour la nation la libre circulation des produits à l'intérieur du pays. La suppression des douanes extérieures serait le complément logique, la conséquence dernière de l'abolition des barrières intérieures.

Au contraire, toute mesure protectionniste

qui tend à séparer les peuples, à les isoler, à priver chacun d'eux de ce qu'il ne produit pas lui-même, c'est-à-dire de presque tout, marque un retour vers la barbarie. A quoi bon les chemins de fer, les paquebots, l'immense outillage du progrès et de la civilisation, si les communications sont coupées entre les groupes humains?

La terre est aujourd'hui tout entière la propriété de tous les hommes. Les peuples sont associés pour l'exploiter en commun; chacun remplit dans la tâche commune la fonction que lui assignent ses facultés propres, le sol et le climat de son territoire, le nombre, le caractère, le tempérament de ses hommes; chacun a besoin de tous les autres, qui ont également besoin de lui; chacun est lié à tous les autres, qui sont également liés à lui.

L'Europe, avec ses trois cent soixante millions d'habitants, ne saurait subsister sans le concours des continents dont elle ignorait encore l'existence il y a quatre siècles. Elle en tire chaque année du blé pour un milliard et demi de francs, et de la viande pour près d'un milliard; elle en tire quatre cents millions de kilogrammes de laine,

et quatre fois plus de coton ; un milliard de kilogrammes de sucre, cent cinquante millions de kilogrammes de thé, quatre cents millions de kilogrammes de café, du cacao, des épices, des fruits en quantités énormes. La tasse de chocolat, le parapluie dont la soie est fixée par des baleines à la tige d'acier montée sur un manche de corne, la chemise de coton, le pantalon de laine, le veston d'alpaga, tous les objets indispensables et communs qui nous entourent, représentent chacun la collaboration de dix industries et de mille ouvriers dans deux ou trois parties du monde.

La division du travail entre les nations, pour l'exploitation du domaine commun qu'est la terre, produit les mêmes effets qu'à l'intérieur d'une usine. Tout se fait mieux, avec moins de peine et moins de frais. Si chaque peuple exploite uniquement les éléments de fécondité propres à son sol et les éléments d'activité propres à sa race, il en obtient des fruits plus abondants et plus riches. Et la nécessité qui dès lors s'impose à tous d'échanger perpétuellement l'excédent de leur production particulière contre les produits variés du reste de la terre maintient dans l'humanité la concorde et la paix.

Les hommes ne se haïssent, la plupart du temps, que parce qu'ils se méconnaissent. Les relations plus fréquentes et les liens d'affaires sont des gages de paix. On se fait gloire de massacrer des inconnus; on n'égorge pas ses amis, ses hôtes, ses associés, ses clients, ses débiteurs. On se fait gloire de bombarder des villes, d'incendier des monuments, de couler des vaisseaux, dans un pays où l'on n'a point d'intérêts; on ne détruit pas des propriétés qui sont les gages de sa créance, des chemins de fer dont on a souscrit les obligations, des paquebots qu'on a soi-même assurés.

La liberté des échanges, en les multipliant à l'infini, opère entre les intérêts de tous les groupes humains une inextricable confusion qui crée la solidarité, qui constitue elle-même la solidarité.

La liberté des échanges, c'est le bien-être sans cesse accru, c'est le progrès assuré, c'est la paix chaque jour consolidée.

Le système protectionniste, c'est la disette, la barbarie, la souffrance, la haine toujours aigrie, la guerre toujours imminente.

Les nations sont dans l'humanité comme sont les individus dans la nation. De même que nul individu ne peut s'isoler de ses con-

citoyens, nul peuple ne saurait s'isoler impunément de la Société humaine.

Le peuple protectionniste apparait dans la Société des nations comme un sauvage, comme un nihiliste, comme un être hostile et malfaisant. Il se retranche lui-même de la vie, comme s'en retrancha la Chine malgré son innombrable population, comme s'en retrancha l'Espagne malgré son énergique vitalité.

Le peuple protectionniste encourt le mépris et la réprobation de toute l'humanité qu'il outrage. Il se condamne à végéter, bientôt à périr dans la misère et dans l'abêtissement.

IX

La vraie richesse et la vraie destinée de la France.

Pour qu'un pays puisse concevoir, sans se perdre lui-même, le dessein barbare de dresser une muraille autour de sa frontière et de s'isoler du reste de l'humanité, il faut qu'il possède assez de ressources variées pour se suffire complètement.

Cette condition semble aujourd'hui réalisée par la Russie et par les Etats-Unis, qui s'abandonnent en effet à l'insanité protectionniste.

Les Russes, grâce à l'immense étendue de leur territoire et à la variété de leur climat, possèdent chez eux tous les éléments de vie et de travail : des denrées de toute espèce, plus que la population n'en peut consommer; des matières premières en quantités énormes,

infiniment plus que l'industrie naissante n'en peut utiliser. Ils ont le blé, le houblon, le vin, la betterave, la canne à sucre; ils ont des moutons par troupeaux innombrables, pour manger et se vêtir; ils ont plus de chevaux que le reste de l'Europe; ils ont la houille et le pétrole; ils ont le fer, le cuivre et le bois. D'un mot, ils ont en excès tout le nécessaire; quant au superflu, aux raffinements du bien-être, ils ne s'en soucient pas encore.

Dans un tel pays, la protection cause toujours une certaine somme de souffrances; mais elle produit aussi pour l'avenir quelques bons effets, en faisant naître, en forçant à se développer une puissante organisation industrielle, pour mettre en œuvre sur place les matières premières qui ne sont plus exportées, pour satisfaire aux besoins croissants de confortable et de commodités.

Du trente-huitième au soixante-dix-huitième parallèle, la Russie s'étend sur quarante degrés de latitude; les conditions géologiques et climatériques les plus diverses s'y trouvent rassemblées.

Les Etats-Unis, du vingt-cinquième au quarante-neuvième parallèle, ne s'étendent que sur vingt-quatre degrés de latitude. C'est

moins que la Russie, mais c'est beaucoup mieux : car c'est toute la zone saine et féconde. Le sol y renferme à peu près tout ce que les hommes peuvent s'ingénier à consommer. Tout absolument s'y rencontrera, quand les États-Unis auront amené l'Amérique du Sud à leurs vues et formé, d'un pôle à l'autre, un *zollverein* américain, un immense marché inaccessible aux Européens.

Ni la Chine, ni l'Espagne du seizième siècle ne se sont bien trouvées de l'isolement ; elles y ont succombé. La Russie et les États-Unis tentent de nouveau l'épreuve : leurs ressources incalculables leur permettront peut-être d'y résister.

Il est très touchant d'enseigner à nos écoliers et de répéter de génération en génération que la France est le plus beau pays du monde. Le premier peuple du monde, que nous sommes en effet, ne peut habiter que le plus beau pays du monde.

Seulement, ni la rhétorique ni la vanité ne modifient la géologie ou les climats. La France est comprise entre huit degrés de latitude, dans une zone tempérée, c'est-à-dire modérément productive. Elle ne fournit pas à son peuple ce qu'il lui faut pour manger ; elle lui

fournit encore moins ce qu'il lui faut pour travailler et prospérer ; elle a besoin de tous les autres pays ; elle ne peut se passer ni de leur acheter ni de leur vendre.

La France adoptant la politique économique de la Russie et des États-Unis, c'est la grenouille voulant imiter le bœuf. La grenouille en a crevé.

En même temps que la nature de son sol et de son climat contraint la France à la liberté des échanges, sa position géographique l'y convie comme à la meilleure des spéculations.

Ouverte sur la mer du Nord, sur l'Atlantique, sur la Méditerranée, prolongée en Afrique par l'Algérie et la Tunisie, pourvue sur toutes ses côtes de ports toujours accessibles, tête de ligne de tous les chemins de fer continentaux, la France est marquée pour servir d'entrepôt et de marché international, d'intermédiaire entre l'Europe et les autres parties du monde. Fût-elle reniée par toutes les nations, la liberté des échanges devrait avoir pour dernier apôtre la France, dont elle peut assurer la fortune.

Il suffirait que le peuple français, au lieu d'envier successivement les autres et de les copier servilement tour à tour, voulût connaître

son propre pays, pour l'exploiter selon le vœu de la nature et de la raison. Mais ce miracle n'est pas vraisemblable.

Pour manger d'abord, pour travailler ensuite, la France est obligée d'acheter à toute la terre. Pour payer ses achats, il faut qu'elle vende. Quoi? à qui?

Sa manie de servile imitation l'a conduite à conquérir, moyennant un prodigieux gaspillage de sang et d'or, un empire colonial considérable. On lui a fait croire qu'elle y trouverait des débouchés, des clients. Elle en trouve partout, excepté là.

Son Algérie, qui lui a déjà coûté près de cinq milliards, qui lui coûte encore 120 millions par an, n'échange avec la métropole dans les deux sens que pour 340 millions de produits; tandis que la France fait pour 360 millions d'affaires avec la République Argentine qui ne lui a jamais rien coûté.

En Tunisie, c'est l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne qui fournissent tous les objets fabriqués; c'est l'Italie qui fournit toute la main-d'œuvre; de France, il ne vient que des fonctionnaires et des soldats. Là comme ailleurs, la France n'exporte que des procureurs, des substituts, des juges, des lieutenants de

juges, des greffiers, des résidents et vice-résidents.

Les autres colonies chargent le budget de 80 millions de dépenses annuelles, pour un total d'affaires de 95 millions où la métropole est en perte de 23 millions. Tandis que les étrangers, à qui nos colonies n'imposent aucun sacrifice, y font un commerce de 125 millions.

Les produits français suivraient les colons français ; mais les colons français ne vont pas aux colonies françaises. Ils braveraient peut-être la fièvre, la dysenterie, les « pirates », mais ils redoutent à bon droit l'Administration, aussi acharnée à les entraver qu'incapable de les aider ou de les défendre. Quels que soient le régime douanier, la race indigène, la position géographique de nos établissements, ils ne tirent de France que le tiers, le quart ou le cinquième de leurs importations. Nous y faisons les frais de premier établissement ; nos rivaux y font le commerce. Nous y construisons des chemins de fer, des routes, des ports, nous y entretenons la justice et la police ; nos rivaux y créent des comptoirs. Nous y faisons les semailles ; et nos rivaux, la récolte.

La France, pays de vieille civilisation, de mœurs douces et de goûts délicats, est une usine de luxe. Elle ne produit pas le nécessaire, mais le superflu de l'existence humaine. Elle ne travaille pas pour les tribus sauvages, pour les peuplades grossières, mais pour la classe riche et raffinée de tous les pays.

Elle ne peut vendre aux nègres de l'Afrique, aux Hovas, aux Sakalaves, aux Annamites, aux Tonkinois, les denrées agricoles dont ils n'ont pas besoin et qui ne suffisent pas à ses propres habitants; elle ne peut leur vendre non plus les objets de luxe dont ils n'apprécient pas la beauté, outre qu'ils sont hors d'état de les payer. C'est à l'industrie anglaise, allemande, autrichienne, suisse, qu'il appartient d'approvisionner l'Afrique et l'Asie de tissus à bon marché, de quincaillerie et de verrotterie de pacotille.

La France ne devait pas compter qu'elle écoulerait en Guinée, au Soudan, à Madagascar, en Indo-Chine les magnifiques soieries de Lyon, les dentelles de Calais, la batiste, les riches draps, les vins de la Champagne, de la Bourgogne et du Bordelais, les vieilles eaux-de-vie, l'orfèvrerie, la joaillerie, les robes

et les chapeaux de Paris. La combinaison coloniale, excellente pour l'industrie de bazar d'Allemagne et d'Angleterre, était stupide pour l'industrie française. Aussi les Français l'ont-ils adoptée d'enthousiasme.

Il fallait, il faut laisser les Anglais, les Allemands, les Autrichiens, les Hollandais, les Suisses, inonder de leurs mauvaises marchandises les tribus noires et les peuplades jaunes; ensuite, leur reprendre l'argent qu'ils auront ainsi gagné, en leur fournissant les jouissances dont leur fortune éprouve aussitôt l'impérieux besoin.

La France, depuis ses premiers accès de folie coloniale, a sacrifié la vie de soixante à quatre-vingt mille jeunes hommes, la fleur de sa population; elle a sacrifié des milliards de son épargne : pourquoi? pour offrir aux misérables sujets de Ranavalo et de Béhanzin des étoffes à dix francs le mètre et des fusils de cinq cents francs, en concurrence avec les Allemands et les Anglais qui leur offrent des cotonnades à cinq sous le mètre, des couteaux à cinq sous la paire, des alcools à cinq sous le litre. Imagine-t-on rien de plus sot?

Il fallait, il faut oublier les nègres et les jaunes, pour vendre aux trafiquants et aux

industriels enrichis de l'Europe et de l'Amérique des soies, des dentelles, des draps, des vins, des eaux-de-vie, des bijoux, des objets d'art, des modes, des tableaux, des romans, des pièces de théâtre, de la musique, et les plaisirs de Paris.

L'Angleterre, contre laquelle les agents de l'Allemagne, sa concurrente, essayent de rallumer en France les vieilles haines historiques, est notre grand client. Elle nous achète chaque année pour 1 milliard 25o millions de marchandises : pour SIX CENTS MILLIONS de plus qu'elle ne nous vend. Qu'elle vende donc encore aux sauvages de toutes couleurs pour des centaines de millions de camelote, et qu'elle nous paie finalement tribut d'un milliard complet !

Et que le reste de l'Europe en fasse autant : voilà le but.

Vendons à l'Allemagne des livres et des chapeaux. Vendons à l'Angleterre des vins de grand cru, des tournées d'Yvette Guilbert et de Coquelin. Vendons aux Américains du Champagne sec, et des *Angelus* de Millet à cinq cent cinquante mille francs. Vendons aux Américaines des toilettes et des maris titrés.

Car ce n'est pas une simple matière à plai-

santeries que l'élevage des nobles étalons au faubourg Saint-Germain ; c'est une affaire sérieuse, une des branches survivantes de notre exportation nationale. Après avoir payé de grands prix les chevaux entiers du Perche, les maquignons américains ont cessé d'en acheter, parce que leurs premières acquisitions suffisaient à la reproduction. Mais la valeur marchande de nos barons, de nos comtes, de nos marquis et de nos ducs n'a pas fléchi.

Nourris et formés dès l'enfance en vue de la séduction rémunératrice, les uns se dévouent à retenir en France l'or que les banquiers juifs ont arraché à la misère nationale, les autres conquièrent en Amérique l'or que les marchands de cochons ont raflé dans des spéculations sinistres. Grâce à ces utiles citoyens, la richesse toute formée qui s'éloignait de notre beau pays y revient.

Miss Clara Ward faisait sonner très haut qu'elle avait payé le prince de Chimay trois millions six cent mille francs ; mais ce prince n'était qu'un Belge. Et seize de nos barons, marquis ou ducs ont obtenu des prix d'adjudication qui s'élèvent ensemble à 179 millions ; la moyenne atteint près de douze millions par

tête. Outre qu'un comte, à lui seul, s'est adjugé pour quatre-vingt-cinq millions.

Nos actrices et nos filles de joie ne rançonnaient de l'étranger que les mâles. Ce n'était rien que la dépouille des lords, des boyards, des rois du pétrole ou du porc salé, si la dépouille de leur progéniture nous échappait. La vieille noblesse de France, alors, s'est souvenue du constant exemple de ses aïeux ; elle a fait revivre ses traditions ; elle a donné de sa personne et payé deson corps.,. pour la patrie ! Le bon sang ne ment jamais.

Donc, échangeons ce que nous avons de trop contre ce qui nous manque : le pain de l'esprit contre le bon froment, la viande creuse de l'art et de la littérature contre la viande de bœuf, des tableaux violets et des romans féministes contre des balles de coton et des sacs de café, des robes de bal, des chapeaux de théâtre, des éventails et des bronzes contre la laine brute et le cacao, des vicomtes et des marquis contre des cargaisons de pétrole et de jambons fumés.

Le territoire de la France n'est qu'un point sur le globe terrestre ; au milieu des multitudes pullulantes qui l'entourent, sa population reste

stationnaire ou décroit. Son agriculture découragée ne suffit plus à la nourrir; un cinquième du sol est abandonné; le rendement à l'hectare est au-dessous de ce qu'obtiennent les Anglais sous un moins bon climat. En vingt ans, l'exportation française qui dépassait de 800 millions l'exportation allemande lui est devenue à son tour inférieure de 800 millions; et la marine française, tant à voiles qu'à vapeur, supérieure jadis à la marine allemande, n'en égale pas même aujourd'hui la moitié. La décadence économique est exactement marquée par une diminution annuelle de trois millions dans le produit de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

A mesure que se tarissent les sources de la richesse nationale, les charges de gouvernement et d'administration s'augmentent; depuis 1876, malgré la suppression d'un amortissement de cent cinquante millions, malgré l'économie de cent millions réalisée par deux conversions sur le service de la Dette, le budget pourvoit à 855 millions de dépenses nouvelles : c'est-à-dire que, sans raison, sans excuse, un supplément de onze cents millions d'impôts a été infligé au pays.

Epuisé financièrement, ce peuple est épuisé

moralement au même degré ; il n'a plus seulement la force de secourir ou de venger ses nationaux maltraités, dépouillés, assassinés, ni d'obtenir satisfaction du Brésil ou du Vénézuéla ; tout son courage ne va qu'à bombarder les patriotes Crétois en compagnie des cinq Puissances complices.

Les recensements, les statistiques, les chiffres ne fardent point la vérité : dans l'ordre matériel, la France n'occupe ni le premier rang ni même un rang voisin du premier.

Il y a des pays qui ont le choix entre deux destinées. L'Allemagne, avec sa culture intellectuelle, devait rêver l'hégémonie des esprits ; elle préfère la domination brutale, que lui permet aussi son peuple nombreux et fort. L'Angleterre, où la pensée est si haute quand par hasard elle s'arrache aux soucis mercantiles, déserte sa mission civilisatrice pour la conquête des terres et de l'or. La Russie en enfance, les Etats-Unis en pleine vigueur, n'existent que comme d'énormes puissances matérielles, aux territoires sans bornes, aux accumulations infinies de richesses futures.

La France, elle, n'a plus le choix. Dans le monde matériel, les premiers rangs lui sont

désormais fermés ; il lui reste le domaine moral.

C'est-à-dire qu'il lui reste à remplir un rôle assez enviable, plus brillant et moins chanceux que la domination brutale.

Déjà, dans le passé, au temps de sa jeunesse et de sa vigueur ardente, la France n'avait conquis la première place parmi les nations que par la vertu de l'idée. Les abus qu'elle fit alors de sa force ne lui ont attiré que des haines. Ce n'est pas par les massacres et les pillages napoléoniens qu'elle était grande, mais par les œuvres de ses écrivains, de ses artistes et de ses savants.

On l'admirait parce qu'elle enfantait ce qu'il y a de plus beau, de plus pur, de plus humain. On l'aimait parce qu'on la savait capable de toutes les générosités, même imprudentes. Elle avait gagné plus d'amis par ses fautes que par ses triomphes.

Qu'elle abjure donc sans amertume les ambitions violentes ; qu'elle ne s'afflige point de n'exciter plus ni la crainte, ni la haine ; qu'il lui suffise de mériter l'admiration, de gagner l'amour des peuples.

Qu'elle soit au monde moderne ce qu'était la Grèce au monde antique : le foyer des

hautes pensées et des nobles sentiments, la source des émotions délicates et des jouissances raffinées.

Aux Barbares laborieux et rudes, la France fournira des courtisanes, des philosophes, des joueuses de flûte, des inventeurs, des savants, des coiffeurs, des parfumeuses, des écrivains, des histrions, des artistes.

Au-dessus des colosses de la force aveugle, de la richesse grossière, elle sera dans l'Humanité le cœur et le cerveau, l'intelligence et la volupté.

Juillet 1897.

Table des Matières

I. Le syndicat et son chef. — Les Anglais mangent, les Français jeûnent ; conséquences. — Le complot..... 5
II. Sophismes réfutés..... 22
III. L'agriculture dupée. — Les travailleurs détroussés..... 28
IV. L'industrie étranglée..... 40
V. La loi aux enchères. — La guerre intestine. — La spéculation. — Le partage des dépouilles..... 45
VI. Socialisme capitaliste. — Intervention de l'État, — pour les affameurs, — contre les affamés..... 54
VII. Représailles. — Les amitiés violées. — La patrie trahie..... 67
VIII. Les peuples sont solidaires. — Sus au peuple protectionniste!..... 76
IX. La vraie richesse et la vraie destinée de la France..... 81

R.F.